AVIS DE CONSTRUCTION

Publication de projets de construction avec possibilité de compensation des charges

(art. 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire)

Veillez faire paraître l'avis de construction ci-après, dans le Journal officiel de la République et Canton du Jura

du 27 janvier 2016

n° 03

COMMUNE	Courgenay - Courtemaury
MAITRE D'OUVRAGE	Pauline & Yannick Goffinet, La Terrière 8, 2951 Bure
AUTEUR DU PROJET	Idem
OUVRAGE	Transformation et rénovation du bâtiment n° 7 : transformations intérieures, isolation toiture et façades (périphérique), pose de nouvelles fenêtres, remplacement du chauffage et pose d'une PAC ext., rehaussement de la toiture pour aménagement des combles, aménagement d'une terrasse non couverte
LOCALISATION	n° parcelle(s) 669 surface(s) 1'077 m ²
rue, lieu-dit	Rue de Courтары
zone d'affectation (selon le plan de zones)	Centre CAb
dimensions	longueur largeur hauteur hauteur totale
- principales	15.38 m 9.00 m 7.50 m 9.64 m
GENRE DE CONSTRUCTION	
murs extérieurs	Maçonnerie existante et panneaux Ytong
façades	Crépi, teinte jaune beige n° 41012 du nuancier Marmoran
couverture	Tuiles terre cuite existantes, teinte orange nuagé (dépose, repose)
DEROGATION(S) REQUISE(S)	Art. CA16 al. 3 – transformation toiture
Lieu de dépôt public des plans et délai d'opposition	Dépôt public de la demande, avec plans, jusqu'au 25 février 2016 au secrétariat communal de Courgenay où les oppositions, les réserves de droit ainsi que les éventuelles conclusions et prétentions à la compensation des charges, faites par écrit et motivées, seront envoyées jusqu'à cette date inclusivement. Celui qui entend faire valoir une prétention à compensation des charges doit le communiquer conformément à l'article 33 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (art. 48 du décret concernant le permis de construire).

Notion de la compensation des charges selon l'article 32 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire :

Si un propriétaire foncier tire profit d'un avantage particulier qui lui a été accordé aux dépens d'un voisin à la suite d'une dérogation, d'un plan spécial ou de toute autre mesure s'écartant des prescriptions communales sur la construction, il doit dédommager le voisin si ce dernier subit un préjudice notable.

Le 25 janvier 2016

Au nom de l'autorité communale :